



## Déclaration de l'Union Confédérale des Retraités CGT

### **HAUSSE DE LA CSG POUR LES RETRAITES, C'EST NON !**

C'est au pas de charge que le Président de la République s'est engagé dans un recul social sans précédent contre le droit du travail, l'emploi et la protection des salariés et des chômeurs.

C'est aussi un coup sans précédent qu'il veut porter contre l'ensemble des retraités avec l'augmentation de la CSG.

Dans sa volonté de baisser le coup du travail, il veut donner l'illusion de donner du pouvoir d'achat aux salariés, en supprimant les cotisations maladies pour prendre dans la poche des retraités, en dynamitant le régime solidaire de la Sécurité sociale et de l'assurance chômage.

Emmanuel Macron aurait pu faire un autre choix : augmenter le Smic ou décider d'organiser des négociations salariales dans les branches. Alors que des milliards continuent à être distribués, principalement aux grandes entreprises, sans aucun effet sur l'emploi, ou que la fraude et l'évasion fiscales privent le budget de l'Etat de près de 150 milliards, le Président de la République ne montre aucune volonté politique de s'attaquer vraiment aux paradis fiscaux et aux multiples cadeaux aux plus riches.

Si le « gain » pour le pouvoir d'achat des salariés sera modeste, ce sera encore un nouveau coup porté au pouvoir d'achat des personnes en retraite qui, depuis plusieurs années, ont subi une baisse des revenus sous le double effet du gel des pensions et de l'augmentation de leur fiscalité spécifique.

Prendre dans la poche des retraités pour donner aux salariés au nom de la solidarité intergénérationnelle, c'est vouloir ignorer que les retraités contribuent largement, quand ils le peuvent, déjà aux dépenses de leurs enfants et petits-enfants et que les priver d'une partie de leur pension n'améliorera pas leur situation.

**Mais c'est aussi de la manière la plus odieuse vouloir opposer les jeunes, les salariés aux retraités. Non les retraités ne sont pas des nantis !**

Le Premier Ministre veut rassurer les retraités en leur annonçant une baisse de la taxe d'habitation. Il s'agit d'une mesure démagogique non financée car l'Etat, depuis longtemps, ne compense plus réellement les conséquences de ses propres décisions. Ces exonérations de taxe d'habitation accentueront les difficultés des Collectivités locales pour assurer les services publics répondant aux besoins de la population dont les retraités.

**L'Union Confédérale des Retraités est bien décidée à créer toutes les conditions permettant de mobiliser les retraités pour défendre leur pouvoir d'achat, défendre la Sécurité sociale à laquelle nous sommes tous si attachés.**

*Montreuil, le 16 juin 2017*